

"Enseigner le fait religieux à l'école : une erreur politique ?", sur le livre d'Aline Girard

Le livre d'Aline Girard "Enseigner le fait religieux à l'école : une erreur politique ?" (Minerve, 2021)¹ ne s'inscrit pas dans le consensus qui, depuis le début des années 2000, entoure la question : il l'examine et montre que, loin de se réduire à une mise à jour pédagogique, les modalités d'introduction de cet enseignement en font un "événement idéologique majeur" qui affecte l'idée même d'école républicaine. J'ai eu le plaisir de lire ce livre très documenté et argumenté dès son premier jet et d'en écrire la préface que je publie ci-dessous, avec l'aimable autorisation de l'éditeur Minerve. Je la fais suivre d'une brève analyse qui s'appuie sur le parcours du livre.

Sommaire

Préface (p. 7-10)

Analyse et commentaire (texte inédit)

Préface (p. 7-10)

Après avoir lu l'étude d'Aline Girard, j'ai rouvert le manuel d'histoire classe de 3e que j'avais étudié pour réviser le "Brevet" – programme couvrant la période de la fin du XVe siècle à la veille de la Révolution française. Sur 35 chapitres, 5 sont intégralement consacrés aux mouvements, doctrines et conflits religieux, avec force détails et documents annexés – outre les mises au point, fréquentes et illustrées, dans d'autres chapitres, notamment relatives à la littérature, à la musique, aux arts plastiques. C'est ainsi que, élevée dans une famille d'athées, à l'âge de 14 ans j'ai appris les mots "indulgences" et "transsubstantiation", les différences entre catholicisme, luthéranisme, calvinisme et anglicanisme, l'influence et l'étendue de l'Empire ottoman. Sans compter qu'il avait été largement question, les années précédentes, des dieux de l'Egypte ancienne et de sa théocratie, de l'Olympe des Grecs, de l'architecture romane, de l'invention de l'ogive, du plain-chant... j'en passe. Et on nous serine depuis bientôt vingt ans qu'il faut "introduire" l'étude des "faits religieux" à l'école publique ! Peut-être cet enseignement avait-il cessé, était-il tombé en désuétude ? Même pas : comme le note l'auteur en citant malicieusement la préface de Jack Lang au *Rapport Debray*, il a toujours figuré dans les programmes, confié au jugement éclairé des professeurs des disciplines dites "critiques".

Qu'une telle introduction soit superflue, contrairement à ce que tentent de faire croire les "rapports" dont l'histoire est retracée au début de cette étude, c'est précisément la question à laquelle il fallait remonter afin de briser l'évidence du projet, d'en révéler les aspects inaperçus dans leur ampleur et

¹ Aline Girard, *Enseigner le fait religieux à l'école : une erreur politique ?* Paris : Minerve, 2021. Voir la présentation sur le site de l'éditeur : <https://www.editionsminerve.com/catalogue/9782869311619/>

leur cohérence. En osant récuser cette trompeuse transparence, en décelant son opacité, Aline Girard transforme la question et ouvre un champ d'investigation.

À la manière de la *Verfremdung* de Brecht, mais aussi, si l'on y pense bien, de tout questionnement fécond, l'auteur s'interroge sur l'étrangeté de ce qui se présente comme évidence : vouloir introduire un enseignement qui existe déjà, c'est bizarre.... Redonner de l'éclat à un tel enseignement qui s'était peut-être affaibli (mais est-il le seul?), l'enrichir d'aspects nouveaux, c'est cela qui va de soi, la mise à jour nécessaire à tout programme d'instruction publique : mais il s'agit alors d'un événement pédagogique mineur inscrit dans la nature évolutive de l'institution. Alors pourquoi cette insistance, pourquoi cette abondance zélée d'études et de rapports, pourquoi une telle mobilisation ? Une autre hypothèse apparaît : c'est donc autre chose, sous les mêmes habits, qu'il est question d'introduire. Autre chose que ce dont les professeurs traitaient et traitent, et d'une autre manière : quoi au juste, et pourquoi ?

L'idée directrice se met en place au chapitre 2 : plus que d'une introduction, il s'agit d'un déplacement et d'une réorientation qui donnent un sens différent aux objets abordés. Les religions étaient en effet *"convoquées en tant que de besoin comme références ou objets d'étude historique, sociologique, philosophique ou comme source d'inspiration artistique"*² dans un ensemble régi par l'idée des humanités : voilà la position que l'on va congédier en adoptant un angle d'attaque s'ordonnant à un autre système de valeurs que la référence humaniste et critique. Ce qui devrait se présenter comme un événement pédagogique mineur et ordinaire s'avoue alors comme un événement idéologique majeur.

Une anecdote³ nous met la puce à l'oreille. Durant un débat, un enseignant interroge Régis Debray :

"Y a-t-il un objectif politique derrière cet intérêt pour l'enseignement du "fait religieux" ? Si l'on veut utiliser les enseignants pour calmer les élèves musulmans des banlieues, il faut au moins nous le dire clairement et que nous sachions si nous en sommes d'accord".

Régis Debray répond en lâchant le morceau :

"Mais bien sûr, c'est bien de cela qu'il s'agit" !

Non que le projet se réduise à un objectif étroitement clientéliste, mais l'essentiel du déplacement s'y révèle dans son ampleur, à la fois agent et bénéficiaire de l'entreprise générale de destruction de l'école républicaine. Il ne s'agit plus de fournir à chaque esprit l'air du large qui lui permettra de prendre ses distances avec lui-même et de se penser comme singularité, mais de présenter l'ensemble des phénomènes religieux comme une dimension sociale et anthropologique lourde, inévitable, comme *"phénomènes sociaux totaux"* en lesquels chacun est de ce fait même invité à s'inscrire, à se reconnaître.

L'école est délibérément placée sur orbite sociale dans une opération d'identification contraire à son principe. L'appartenance supposée de l'élève est sollicitée, alors qu'une école républicaine et laïque devrait au contraire lui en épargner le poids en l'introduisant au moment critique, en le dépaysant. Au prétexte de s'ouvrir, l'horizon se ferme, à grand renfort de relativisme et de *"diversité"* culturels, sur une normalisation des religions, aux antipodes d'une laïcité d'inspiration humaniste et critique qui n'a ni à les sacréaliser ni à les ignorer comme objets de connaissance et de pensée.

² Voir p. 30.

³ Voir p. 37.

Cette insistance indiscrete sur la dimension collective et coalisante des religions, cette pretention à en faire la quintessence de la "recherche du sens" invitent les élèves à se réclamer d'une religion en vigueur ou à s'y engager : forme d'assignation contraire à la laïcité, mais aussi forme d'exclusion qui frappe les élèves – fort nombreux – issus d'un milieu non-croyant, alors qu'un enseignement critique et distancié (à commencer par les religions auxquelles plus personne ne croit) les instruit sans catégoriser ni rabaisser quiconque. Cette disqualification principielle de la pensée non-religieuse (et que dire de la pensée irréligieuse?) laisse entendre qu'il n'y aurait d'accès à la spiritualité, au questionnement métaphysique, que par le biais des religions : avec leur surface qu'on s'empresse d'étendre, avec leur pression sociale qu'on s'empresse d'alourdir, c'est aussi leur empire philosophique qui est rameuté. Quelle belle revanche après plus d'un siècle d'enseignement humaniste dans une "école sans Dieu" !

Analyse et commentaire (texte inédit)

Sous l'éclairage d'un projet de réinsertion socio-religieuse, s'ouvre, s'ordonne et s'explique le champ que parcourt l'étude d'Aline Girard. En remontant d'abord à "la cause de la cause" : l'abandon de la mission émancipatrice de l'école par l'instruction au profit d'un "lieu de vie" adaptatif voué aux "compétences" et aux "savoir-être". Comment s'étonner que, dessaisie du fondement libérateur immanent que sont les savoirs, l'école soit conviée à chercher du "sens" et de la "spiritualité" ailleurs que dans les forces humaines ? La volonté inlassable des religions de peser sur la vie publique s'en trouve réhabilitée, renforcée par l'attribution de financements massifs à l'école privée confessionnelle et par l'appel aux religieux dans la formation des maîtres du public. La conformité (ou plutôt la conformation) aux recommandations européennes en faveur d'une forte visibilité des religions et de l'institutionnalisation de leurs positions saute aux yeux : la France s'incline devant un système de valeurs aux yeux duquel elle pouvait naguère s'enorgueillir d'être un "trouble-fête". Cette contribution à réinstaller une porosité croissante entre l'État et les religions s'accompagne d'un désastre culturel dont elle est complice, particulièrement à l'école, avec le règne de la post-vérité, la remise en cause des enseignements, la diffusion des idéologies ethno-essentialistes et raciales. Tout cela, nous l'avons sous les yeux de manière éparsée depuis des décennies : il s'agissait d'en saisir l'unité et la cohérence politiques. Pour procéder à cette mise en ordre qui a quelque chose de déductif, il fallait dégager le fil conducteur de son intelligibilité.

Condorcet craignait que l'école publique devienne un temple. Il pensait à la fonction religieuse proprement dite, celle d'une piété de soumission qui se règle sur des dogmes particuliers. L'école post-moderne vise à surclasser cette crainte en mimant une laïcité de façade : y est diffusée non pas la croyance en une religion, mais la croyance au dogme relativiste interconvictionnel, la croyance qu'il est "normal" d'avoir une croyance, la légitimation subreptice du religieux comme socle du lien politique. Devant une telle perversion, on peut affirmer que l'école républicaine ne doit pas craindre d'être (ou de redevenir) un temple dans la fonction initiale et initiatique d'un espace de recueillement contemplatif et libérateur : installer la sérénité, imposer silence au tourbillon social afin de saisir chacun de son pouvoir immanent de comprendre et de se libérer en s'appropriant progressivement ce que les hommes ont fait de mieux, et dont il faut rappeler le beau nom d'encyclopédie. Se tisse alors un lien qui ne doit rien à une transcendance, à une extériorité, mais qui réunit des sujets découvrant leur propre autonomie par le travail concret de l'appropriation des connaissances. Telle est "l'urgence laïque" demandant qu'on réinstitue l'école.

Cette entrée a été publiée par Catherine Kintzler le 25 février 2021 dans Diaporama, École, Laïcité, Recensions, Revue et indexée avec école, enseignement, humanités, laïcité, recensions, religions, république.